COORDINATION TRANSNATIONALE DES MIGRANT.E.S

LUTTES DES

JOURNAL

DÉCEMBRE 2021

MIGRANT.E.S

COORDINAMENTO MIGRANTI BOLOGNA, CSP69, HDP AND HDK MIGRATION AND REFUGEES COMMISSION ASSEMBLY, INFOKOLPA, SOLIDARITY WITH MIGRANTS'

COORDINATION TRANSNATIONALE DES MIGRANT.E.S

JOURNAL DÉCEMBRE 2021

Table des matières

- Les luttes des migrants et l'objectif de renforcer notre force collective ...3
- Ce n'est pas une entreprise. C'est un mouvement !, *Aigul Hakimova, Infokolpa (Slovenia)* ...7
- La lutte est la voix de l'humanité, *Najeh Kebaier militante du Csp69* (*France*) ...11
- Des signes de lutte dans le présent de la pandémie, *Coordinamento Migranti Bologna* ...15
- Un aperçu de la situation des migrants en Espagne, *Zakarya Elbidani, activiste de Maroc* ...19
- La Grèce : un bouclier de la forteresse Europe avec son propre agenda raciste, *Giannis du collectif Solidarity with Migrants' (Athènes) et Nagehan Uskan, activiste à Lesbos* ...22
- De l'autre côté de la forteresse européenne: L'égalité, l'espoir et beaucoup de douleur, *Nidzara Ahmetasevic, activiste de la Bosnie* ...27
- L'assemblée de la commission sur la migration et les réfugiés de HDP et HDK ...31
- Contacts ...35

LUTTES DES MIGRANT.E.S

LES LUTTES DES MIGRANTS ET L'OBJECTIF DE RENFORCER NOTRE FORCE COLLECTIVE

Ce journal rassemble des contributions de migrant.e.s et de militant.e.s impliqué.e.s dans les luttes autour de la liberté de mouvement dans différentes régions et pays intégrés dans le régime frontalier européen. Les textes décrivent et remettent en cause la situation en Grèce et dans la mer Égée, les relations Turquie-UE, le rôle des guerres dans le déplacement des populations kurdes, les luttes et le la violence le long de la route des Balkans, la dynamique et les protagonistes de la nouvelle route biélorusse, les politiques anti-immigration et les formes de lutte en Espagne, les conditions de travail des migrant.e.s et les luttes des demandeurs d'asile en Italie et du mouvement des sans-papiers qui s'organise depuis des années en France. La pandémie a touché la vie des migrant.e.s de différentes manières et les mesures de confinement ont également eu un impact sur le franchissement des frontières, fournissant un argument pour renforcer les contrôles et les décisions arbitraires sur les migrants. Cependant, les mouvements des migrant.e.s ne se sont pas arrêtés et les articles inclus dans ce journal illustrent un terrain de confrontation et de luttes aussi fragmenté que traversé par des dynamiques communes.

L'objectif de ce journal est donc de s'interroger sur les liens entre les différents éléments qui composent ce tableau. Quel est le lien entre les migrants échoués dans une forêt biélorusse et ceux qui manifestent dans les rues de Paris ? Quel est le lien entre les demandeurs d'asile bloqués en Grèce et ceux qui luttent contre l'exploitation dans un centre logistique en Italie ? Quel est le rapport entre les hommes et les femmes qui, dans un climat hivernal qui s'endurcit, tentent de rejoindre l'UE en passant par les Balkans et les migrants qui résistent au racisme institutionnel en Espagne ? Nous pensons que deux éléments doivent être pris en compte : premièrement, toutes ces situations se produisent dans des pays ou des régions qui sont directement impliqués dans la tentative de l'UE et de ses États membres de réguler et de gouverner la mobilité en décidant qui peut entrer dans l'UE. Deuxièmement, dans toutes ces situations, les migrants ne sont pas de simples objets de cette tentative, mais sont au contraire les sujets d'un mouvement transnational qui se bat pour sa liberté de se déplacer à travers les frontières et de chercher une vie meilleure, sans violence, menaces et exploitation.

En ce qui concerne le premier élément, l'examen des liens entre la situation aux frontières de l'UE et les conditions de vie des migrants dans les différents États membres permet de comprendre comment les politiques frontalières et migratoires ne visent pas seulement à éloigner les migrants indésirables, mais sont des outils qui permettent de déterminer dans quelles conditions les migrant.e.s vivent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe. La violence à la frontière est le miroir de la violence de l'exploitation sur les lieux de travail et vice versa : d'une part, les travailleurs migrants sont soumis au chantage du racisme institutionnel et du lien entre les titres de séjour et le travail qui constituent une caractéristique commune des politiques migratoires dans tous les pays ; d'autre part, les migrants à la frontière sont traités avec une violence inhumaine car ils sont considérés comme une main-d'œuvre jetable sans droits.

En même temps, l'implication de pays comme la Turquie, le Maroc ou la Libye montre comment le régime frontalier européen est désormais intégré dans une tentative plus large de limiter l'autonomie des migrants et leur possibilité de se déplacer. Cependant, le deuxième élément clairement présent dans ces articles, celui des luttes des migrant.e.s, montre que ces derniers défient ce système dans toutes ses manifestations : l'enjeu est de savoir comment articuler des discours et des initiatives politiques coordonnées qui soient à la hauteur de ce défi. Pour ce faire, nous devons renverser certaines assomptions communes concernant les migrants et la migration : la contribution traitant de la situation entre la Biélorussie et l'UE et celle de l'Italie sont toutes deux pertinentes à cet égard.

La première traite de l'auto-organisation des réfugiés qui, en très grand nombre, tentent de rejoindre la Biélorussie pour se rapprocher des frontières de l'UE, remettant ainsi en question toute identification des migrant.e.s bloqués à la frontière comme de simples victimes de jeux géopolitiques. La seconde montre comment, outre les limites des systèmes d'accueil des réfugiés, les demandeurs d'asile font aujourd'hui partie d'une force de travail transnationale et mènent souvent des luttes importantes sur les lieux de travail. D'autre part, les contributions des Balkans, de la France et de l'Espagne montrent les différentes formes de solidarité et de lutte : dans les Balkans, les activistes et les migrants s'organisent ensemble pour maintenir la route vers l'Europe ; en France et en Espagne, dans les mobilisations locales, mais aussi et surtout à travers une coordination nationale des luttes des migrant.e.s des milliers de personnes se rassemblent dans les rues pour refuser non seulement le racisme institutionnel quotidien, mais aussi l'avancée de la droite ou le silence du gouvernement.

Dans l'ensemble, ce journal décrit un affrontement sur la mobilité qui voit les migrant.e.s lutter contre les différentes formes de racisme institutionnel et de violence aux frontières qui sont les piliers de la tentative d'entraver et de gouverner la migration au sein et autour de l'Europe. Il décrit également les luttes menées par les migrant.e.s dans différents contextes. Nous pensons que ces luttes doivent être soutenues : de l'activisme à la frontière aux groupes de solidarité, tout ce qui peut soutenir les migrant.e.s dans leurs efforts quotidiens doit être poursuivi. Cependant, nous pensons que quelque chose de plus est nécessaire : nous devons renforcer notre capacité à agir ensemble et à faire avancer les revendications collectives qui sont capables d'élargir et de renforcer les luttes des migrant.e.s collectivement au-delà de la spécificité d'une seule lutte. Nous devons faire entendre les revendications des migrants dans chaque lutte, comme celle des femmes et des personnes LGBTQI qui luttent contre la violence masculine. Depuis plusieurs mois, nous revendiquons un titre de séjour européen sans conditions pour tous et toutes les migrant.e.s. Mais nous pensons que pour atteindre ces objectifs communs, nous devons renforcer notre communication transnationale et élaborer des points de vue communs. En tant que TMC, nous continuerons à poursuivre cet objectif et à promouvoir des assemblées transnationales pour discuter ensemble.

CE N'EST PAS UNE ENTREPRISE. C'EST UN MOUVEMENT !

AIGUL HAKIMOVA, INFOKOLPA (SLOVENIA)

COMMENT DES PERSONNES ONT ORGANISÉ UN EXODE MASSIF ET COLLECTIF POUR DEMANDER L'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE.

L'émergence d'une nouvelle route des migrants, appelée désormais route biélorusse, ouvre des perspectives nécessaires qui normalement ne émergent pas ou qui sont délibérément absentes de notre réflexion ou de notre vision des luttes des migrants et des mouvements de réfugiés d'aujourd'hui.

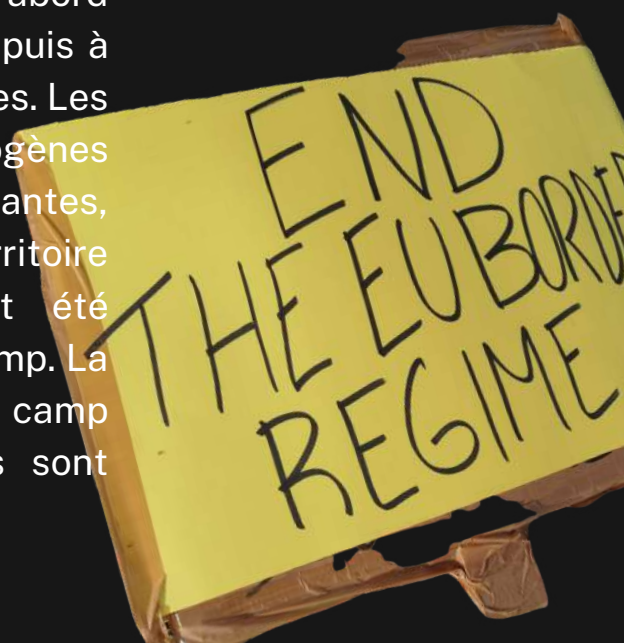
Fin septembre, nous avons reçu une demande d'aide SOS en provenance des forêts biélorusses, près de la frontière avec la Pologne. C'est la première fois que j'ai essayé d'appeler un numéro d'urgence de la ville de Grodno (une ville de Biélorussie proche de la frontière polonaise) pour les supplier de se rendre auprès du groupe de personnes en grande détresse, mais ils ont répondu qu'ils ne pouvaient se rendre dans la forêt que si la police des frontières biélorusse les appelait à le faire. C'est ainsi que j'ai été impliqué dans la situation aux frontières PL/LT/BY.

Des milliers de migrants originaires d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan et de bien d'autres pays tentaient de franchir les frontières et d'atteindre, en premier lieu, l'Allemagne. Ce qui s'est passé le long de la route des Balkans au cours des quatre dernières années s'est produit à la frontière avec la Pologne et la Biélorussie rien qu'en deux mois. Des images horribles de personnes vivant dehors dans des conditions climatiques difficiles et glaciales, un nombre énorme de familles avec de jeunes enfants dormant sous le ciel pendant des semaines, voire des mois, sans nourriture ni eau. Rien qu'au cours des trois derniers mois, plus de 21 personnes sont mortes, principalement d'épuisement, de froid et de noyade dans la rivière.

La Pologne a officiellement repoussé les personnes en mouvement plus de 40 000 fois. Certaines personnes ont tenté de franchir la ligne au moins 30 fois. Des alertes troublantes ont commencé à arriver en août et septembre 2021, principalement de la part de personnes épuisées dans de vastes forêts pendant des semaines, voire des mois, et coincées entre deux lignes, deux unités de police des frontières nationales et deux armées. Les polices des deux pays (dans notre cas, la Pologne et le Belarus) les ont repoussés et ont joué au ping-pong avec la vie des gens pendant des mois.

Avec l'hiver qui frappe aux portes, les personnes en mouvement ont décidé de se réunir (à partir du 8 novembre) en grand nombre près du point de passage frontalier Bruzgi/Kuźnica et de tenter massivement, comme un seul mouvement, de se pousser en avant. Les gens ont décidé de se serrer les coudes pour leur sécurité, il était difficile pour les familles ou les petits groupes de survivre par eux-mêmes dans les forêts profondes, et c'est la raison pour laquelle ils se sont organisés via des téléphones et des messagers pour occuper un certain poste frontière. Le lundi 15 novembre au matin, les réfugiés, qui espéraient une issue positive à leur situation (que l'UE les accepte), ont préparé des vêtements, des tentes et des sacs de couchage. À midi, ils se sont auto-organisés en une grande colonne et ont commencé à se diriger vers le poste de contrôle de Bruzgi/Kuźnica. Le lendemain, la situation à la frontière s'est aggravée, lorsque les réfugiés ont d'abord commencé à briser la clôture en territoire neutre, puis à jeter des pierres sur les forces de sécurité polonaises. Les militaires polonais ont utilisé des gaz lacrymogènes contre les migrants, puis des grenades paralysantes, essayant ainsi de les forcer à sortir en territoire biélorusse. En conséquence, les réfugiés ont été contraints de retourner dans les profondeurs du camp. La majorité des personnes ont été emmenées dans le camp temporaire appelé centre logistique, les autres sont restées une nuit de plus au poste de contrôle.

LES PERSONNES EN MOUVEMENT ONT DÉCIDÉ DE SE RÉUNIR EN GRAND NOMBRE PRÈS DU POINT DE PASSAGE FRONTALIER BRUZGI/KUŹNICA ET DE TENTER MASSIVEMENT, COMME UN SEUL MOUVEMENT, DE SE POUSSER EN AVANT



EST-CE QU'ON PEUT REGARDER, AU-DELÀ DES DISCOURS INSTITUTIONNALISÉS SUR LES DROITS DE L'HOMME, CE QUI SE PASSE SUR LES ROUTES ET LA MOBILITÉ DES MIGRANTS?

Mais pourquoi des personnes sont-elles arrivées massivement à Minsk, la capitale du Belarus, et ont-elles tenté de franchir les frontières de l'UE (Schengen) avec la Pologne, la Lituanie et la Lettonie? Les réfugiés, les personnes en mouvement, ont-ils été attirés par des forces dictatoriales qui voulaient se venger des pays occidentaux à cause des sanctions? Ou peut-être les réfugiés ont-ils organisé un exode collectif de manière à ne pas s'exposer à traverser des mers mortelles ou des jungles humiliantes, longues et épuisantes dans les pays de la route des Balkans?

Acceptons-nous qu'il s'agisse d'un geste intelligent de la part de personnes migrantes qui ont l'intention de gérer leur vie différemment, afin de s'assurer une meilleure perspective pour elles-mêmes, leurs familles et leurs enfants?

Devons-nous toujours nous en tenir à une narration selon laquelle les réfugiés ou les personnes en mouvement sont les victimes de tous les systèmes, du leur d'abord, de leur pays d'origine, des régimes frontaliers de l'Union européenne, de ses politiques d'intégration et de l'exploitation du travail?

Anticipons-nous que les personnes en mouvement sont une masse chaotique de victimes, piégées et bloquées dans les jungles les plus anciennes de l'Europe? Pourquoi essayons-nous toujours de rationaliser les déplacements en décrivant constamment leur condition dans des approches libérales classiques en disant que les gens sont dévastés, et pauvres, qu'ils sont forcés de quitter leurs territoires pour de nombreuses raisons?

Pouvons-nous regarder, au-delà des discours institutionnalisés sur les droits de l'homme, ce qui se passe sur les routes et la mobilité des migrants? Qui sont ces personnes? Pourquoi sont-ils restés pendant des semaines et des mois dehors, à des températures négatives avec des enfants et de nombreuses femmes enceintes, des personnes âgées et des personnes ayant des besoins spéciaux?

Ce sont les questions que je me suis posées à plusieurs reprises afin d'acquérir une nouvelle perspective pour comprendre la situation aux frontières biélorusses et polonaises depuis la fin du mois de septembre 2021. Pour voir le point de vue qui diverge des articulations acceptées dans les sociétés civiles et les médias de masse du monde occidental :

- regarder les mouvements frontaliers au-delà du récit de l'attaque hybride ;

- pour voir l'angle qui ne s'explique pas seulement par la crise humanitaire ;

- comprendre le mouvement au-delà de la propagande nationale produite tant à l'Ouest qu'à l'Est;

- d'éviter la méta-narration de la géopolitique actuelle;

- reconnaître les efforts du mouvement au-delà des accusations et des discours militaires;

- essayer de reconnaître les tragédies et les morts aux frontières en posant une question simple : comment la mort des migrants et des réfugiés peut-elle être considérée comme un exemple de martyre dans leur combat et leur lutte pour la liberté de mouvement ?

- Pourquoi le mouvement des réfugiés est-il la subjectivité la plus forte en termes de confrontation avec les régimes frontaliers, et quelles frontières libèrent-ils ?

- Comment trouvent-ils les possibilités de créer ces paquets de résistance, que ce soit en termes de territorialité ou de kits de survie?

- - Pourquoi leurs luttes (comme nous l'avons vu à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, et plus tôt à la frontière avec la Hongrie) ne sont pas considérées comme des mouvements politiques d'en bas qui obligent le pouvoir constitué à se réorganiser ?

- pour reconnaître la multitude de personnes qui composent le mouvement aux frontières, il ne s'agit pas seulement de personnes qui fuient des zones en ruine ou en guerre, de personnes désespérées du sud du monde. Il y a aussi beaucoup de gens qui ont des permis de séjour dans différents pays du soi-disant tiers monde, donc pour beaucoup, c'est aussi une migration secondaire qui potentialise les questions que nous soulevons ici, donc ils matérialisent leur droit de se déplacer et ne fuient pas simplement des conditions plus difficiles.

Toutes ces questions offrent en partie une réponse à la raison pour laquelle les personnes en mouvement arrivent et meurent aux frontières. Puisqu'ils savent ce qu'ils veulent par rapport à nos politiques néolibérales européennes et aux politiques libérales qui n'ont pas réussi à soutenir les droits fondamentaux du mouvement humain.

Les réfugiés, les personnes en mouvement, lorsqu'ils repoussent les frontières et sacrifient leur vie dans la forêt, ne font rien d'autre que de démanteler l'idée fondamentale des États nationalistes, de mondialiser la liberté par le bas, de combattre le système qui les rend illégaux. Ils sont les principaux protagonistes et défenseurs du droit le plus crucial et le plus fondamental, à savoir le droit de se déplacer et d'être mobile. C'est aussi une anti-hiérarchie.

LA LUTTE EST LA VOIX DE L'HUMANITÉ

NAJEH KEBAIER
MILITANTE DU CSP69

Depuis 1996, les sans-papiers de France luttent pour demander leur régularisation collective. Mais en 2020, à cause de l'épidémie, la voix de la lutte s'est faite entendre partout en France. La première manifestation nationale a eu lieu le 30 mai 2020 dans différentes villes françaises. Les sans-papiers sont sorti-e-s manifester même sans avoir l'autorisation de la préfecture. C'est parce que leur situation était si grave qu'ils et elles étaient en danger de mort, car toutes les portes du travail leur étaient fermées à cause du confinement. C'est cela qui les a incités à aller manifester. Depuis ce jour-là, une lutte a commencé face à l'indifférence du gouvernement. Nous avons décidé de faire une deuxième manifestation le 20 juin 2020, à nouveau dans toutes les villes de France. Alors que l'épidémie s'aggravait et sans solution devant nous, le nombre de manifestant-e-s et de révolutionnaires contre cette situation a continué d'augmenter : plus de 5000 personnes ont manifesté à Paris, plus de 1000 à Lyon et Marseille, et plus de 300 à Montpellier, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Lille.

Le 30 mai et le 20 juin, celles et ceux qui n'ont aucun droit sauf d'être exploité-e-s, les sans-papiers, ont été stupéfait-e-s, eux-mêmes, de se retrouver à plusieurs milliers à se battre, à se mettre en marche sur le sol français malgré les interdictions, se mettant ainsi à l'avant garde des mouvements de lutte en France dans cette période si particulière. Cela leur a donné le courage, avec l'appui de très nombreuses organisations syndicales et associatives et des soutiens, d'entreprendre, le 19 septembre 2020, une grande marche nationale partie des quatre coins de la France : Marseille, Strasbourg, Lille, Rennes. Cette marche a convergé à Paris le samedi 17 octobre 2020.

Le jour de la grande manifestation à Paris, nous étions plus de 60 000 personnes dans la rue. Notre objectif était d'aller jusqu'à l'Elysée : malheureusement, la police nous a bloqué-e-s et nous n'avons pas pu aller jusqu'au bout de notre manifestation. Paris a résonné de nos chants et nos slogans, mais le gouvernement français, comme d'habitude, nous a accueilli-e-s avec des oreilles sourdes.

Mais nous n'avons rien lâché : grâce à cette mobilisation de la marche national, nous avons réussi à créer de nouveaux collectifs dans plusieurs villes de France

Mais nous n'avons rien lâché : grâce à cette mobilisation de la marche nationale, nous avons réussi à créer de nouveaux collectifs dans plusieurs villes de France (des CSP: collectifs de sans-papiers ; et CDP: collectifs de demandeurs de papiers), notamment à Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Strasbourg et Rennes ; et à créer des liens forts avec les autres collectifs qui existaient déjà comme la Coordination 75 (Paris) et le CSP59 (Lille), tissant ainsi une véritable coordination nationale. Nous avons continué d'organiser des événements nationaux, mais surtout à travailler au niveau local pour la visibilité des sans-papiers, pour sensibiliser les citoyen-ne-s et développer le rapport de force avec la préfecture.

Pour l'instant, la réaction de l'Etat est toujours restée négative. Après deux années de lutte, en 2020 et 2021, les sans-papiers sont restés en première ligne pendant toute l'épidémie, dans les lieux de travail les plus difficiles. Mais malgré ces conditions sanitaires difficiles, le gouvernement français a redoublé ses traitements inhumains en multipliant les contrôles d'identité dans les espaces publics, surtout dans les quartiers beaucoup fréquentés par les immigré-e-s, ainsi que les arrestations et les expulsions du territoire. Tout au long de l'été et même pendant la trêve hivernale, les squats où habitent de nombreux sans-papiers, mineur-e-s étranger-e-s, et demandeurs et demandeuses d'asile ont continué d'être expulsés par les préfectures, dans toutes les villes.

Le climat politique et médiatique est de plus en plus tendu à l'approche des élections présidentielles où des candidats racistes et xénophobes occupent tout l'espace médiatique. Ainsi, fin septembre, pour augmenter la pression sur les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) afin qu'ils acceptent encore plus que des ressortissant-e-s de leur pays soient expulsé-e-s depuis les CRA (centres de rétention), la France a décidé de diminuer de 50% les visas pour les personnes venant de ces pays-là. Ce chantage de l'Etat français envers ces pays est une continuation du colonialisme français, et les premières victimes sont, encore et toujours, les immigré-e-s. C'est dans ce contexte que la coordination nationale des sans-papiers a co-organisé un contre-sommet, à l'occasion du Sommet Afrique-France organisé par Macron à Montpellier. Pendant quatre jours, nous avons organisé des débats et des déambulations dans la ville pour élever nos voix contre le néocolonialisme français en Afrique, les violences contre les sans-papiers, et contre le fait que la Méditerranée se transforme en cimetière. Nous étions plusieurs milliers à manifester contre la « Françafrique » le 8 octobre 2021 à Montpellier.

Depuis quelques mois, aux frontières de la France, la situation humanitaire ne cesse de s'aggraver : des hommes, femmes, enfants, sont contraint-e-s de prendre des routes très dangereuses pour éviter les contrôles de police, dans les Alpes (à Briançon) ou les Pyrénées (à Bayonne). Au moins 7 personnes sont mortes en tentant de traverser la frontière italienne en 2021, principalement entre Menton et Vintimille, et 5 autres à la frontière franco-espagnole, dont une personne qui s'est noyée en tentant de franchir une rivière et 4 jeunes qui ont été percutés par un train. A Calais, des trois membres d'associations ont réalisé une grève de la faim pendant tout le mois d'octobre pour demander simplement à l'Etat d'arrêter d'expulser les campements et de permettre aux associations d'effectuer correctement leur travail de distribution : malgré la pression médiatique, ils n'ont pas été entendus.

pour élever nos voix contre le néocolonialisme français en Afrique, les violences contre les sans-papiers, et contre le fait que la Méditerranée se transforme en cimetière.

A cause du contrôle de plus en plus sophistiqué des passages en camion, les personnes qui veulent aller en Angleterre sont obligées de prendre la mer : le nombre de personnes mortes en traversant la Manche a atteint des sommets ces derniers mois, jusqu'au naufrage tragique qui a causé la mort de 27 personnes le 23 novembre. La France est directement responsable de ces morts puisque c'est elle qui réalise les contrôles migratoires de l'Angleterre, depuis les accords du Touquet, et aussi parce que ces personnes partent aussi à cause de l'absence d'accueil et de possibilité de régularisation en France.

Nos revendications ne changent pas :
- Régularisation des sans papiers
- Logement digne pour toutes et tous et fin d'expulsion des squats
- Fermeture des CRA, stop aux arrestations et expulsions des sans-papiers

La lutte continue !

DES SIGNES DE LUTTE

DANS LE PRÉSENT DE LA PANDÉMIE

COORDINAMENTO MIGRANTI BOLOGNA

Le débat public en Italie est aujourd'hui dominé par la "reprise" tant vantée par les patrons après la première phase de la pandémie. Journaux, politiciens et hommes d'affaires célèbrent une nouvelle phase de croissance économique. Mais cela n'a apporté aucune amélioration des conditions de vie et de travail de la majorité des travailleurs. Pour les migrants et les migrantes, cela s'est traduit par la perte d'emploi, ou par une exploitation encore plus intense dans des secteurs tels que le transport, la logistique, les soins et l'agriculture, où la main-d'œuvre migrante a été chargée de faire tourner à plein régime les usines, les entrepôts, les chantiers de construction et les services de soins.

Cette intensification de l'exploitation et du chantage a affecté de manière décisive la capacité des migrants à s'organiser de manière continue et a également accru l'impatience, la colère et la volonté de se battre. Par conséquent, bien qu'il soit difficile d'organiser des luttes de masse et de coordonner au niveau national, il y a eu de nombreuses expériences de lutte. Certaines d'entre elles constituent des nouveautés importantes.

À Bologne, pendant la semaine du Black Friday, un groupe de demandeurs d'asile employés dans un entrepôt logistique du groupe SDA a décidé de se mettre en grève, bloquant le travail de tout l'entrepôt pendant plusieurs heures.

Ces travailleurs protestaient contre les heures supplémentaires non payées, la violence et le racisme dans la gestion "normale" de l'entrepôt par les patrons et les contremaîtres, les contrats de travail très courts, le recrutement à flux tendu à toute heure du jour et de la nuit, et les salaires de misère. Quelques semaines plus tôt, dans le même entrepôt, un demandeur d'asile de 24 ans, Yaya Yafa, a été écrasé à mort par une remorque alors qu'il travaillait pour un contrat de quatre jours. La mort de Yaya Yafa et la grève du Black Friday ont mis en lumière le fait que l'entrepôt de SDA, comme la plupart des entrepôts du Interporto de Bologne et du secteur de la logistique, fonctionne aujourd'hui à pleine capacité principalement grâce à l'exploitation des demandeurs d'asile : une proportion de plus en plus importante de la main-d'œuvre contrainte d'accepter ces conditions pour accéder à un salaire et renouveler son titre de séjour. Cela montre comment la question des réfugiés et des demandeurs d'asile, dont on parle toujours, même dans les mouvements antiracistes, surtout en termes d'accueil ou de protection, concerne maintenant l'organisation du travail et montre le lien entre les luttes contre l'exploitation et celles contre le racisme institutionnel et les politiques frontalières.

De nombreux travailleurs de l'Interporto vivent dans des structures d'accueil et des grands centres tels que le CAS Mattei. Ici, ils avaient déjà protesté contre les conditions de vie et de travail à l'occasion du 1er mai des migrants transnationaux. La grève spontanée et autonome à l'Interporto a mis en évidence l'incapacité des syndicats actifs dans l'entrepôt à prendre en charge les problèmes d'une main-d'œuvre aussi précaire, mobile et répandue, et en même temps décisive pour la réalisation de bénéfices, que les demandeurs d'asile.

les femmes migrantes doivent faire face à des mesures insidieuses, partielles ou clairement racistes, telles que celles contenues dans le Recovery Plan

Dans le climat de consensus généralisé autour de la reconstruction post-pandémique, les femmes migrantes doivent faire face à des mesures insidieuses, partielles ou clairement racistes, telles que celles contenues dans le Recovery Plan, comme par exemple le soutien contre la violence domestique ou les allocations pour les personnes ayant des enfants. La plupart d'entre elles se trouvent exclues de ces mesures parce que l'exigence est un titre de séjour de longue durée. Étant donné qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir un titre de séjour en raison de la précarité des contrats, pour de nombreuses femmes, la seule solution qui reste est le regroupement familial, ce qui signifie qu'elles dépendent de la citoyenneté ou des documents de leur père ou de leur mari. Après être descendues dans la rue le 1er juillet avec des milliers de femmes du monde entier pour protester contre le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, les femmes de l'Assemblée des femmes de la Coordination des Migrant.e.s de Bologne ont rejoint la manifestation du mouvement féministe Non Una di Meno à Rome, à laquelle ont participé plus de cent mille femmes, hommes et personnes LGBTQ+, contre la violence masculine et raciste qui alimente et renforce la première.

Ces luttes sont des signaux importants, mais nous ne devons pas occulter le fait qu'elles risquent souvent de rester isolées et dispersées au niveau local, de ne pas trouver un écho suffisant. Les modalités de réorganisation de la production et de la reproduction dans cette phase post-pandémique, l'intensification de l'exploitation et de la violence dans les foyers, les entrepôts, les usines et les centres d'accueil, tout cela contribue à diviser et à isoler la force des migrants dans chaque contexte. Les gouvernements et les institutions européennes restent sourds à ces demandes et, tout en s'autoproclamant représentants des droits civils, continuent de discuter de plans visant à régir la circulation des femmes et des hommes migrants dans le but de les rendre plus vulnérables à l'exploitation. Ils continuent à signer des traités bilatéraux avec des alliés extérieurs à la frontière orientale et à la mer Méditerranée, à garnir et à militariser les frontières, laissant mourir des centaines de femmes et d'hommes qui tentent d'entrer en Europe, victimes de leurs jeux diplomatiques, comme cela se produit depuis plusieurs mois à la frontière entre la Pologne et le Belarus.

Dans une situation où la fragmentation risque constamment de rendre nos luttes ainsi que nos vies invisibles, le niveau transnational est crucial pour nous permettre de montrer et d'affirmer notre force. Les conditions qui nous sont imposées et que nous vivons sur notre peau dépendent en fait d'un gouvernement de la migration qui, bien que complexe et diversifié au niveau national, est européen et lie nos vies à celles d'autres migrants à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe, coincés à la frontière polonaise, dans des camps en Grèce, en Turquie ou en Libye, ou encore exploités dans des entrepôts, des usines et des foyers...

Pour cette raison, la Coordination Transnationale des Migrant.e.s représente pour nous l'opportunité de montrer la présence de conditions communes, de les arracher à l'isolement dans lequel elles veulent être maintenues, de construire une communication politique capable de renforcer la force perturbatrice que nous incarnons et avec laquelle nous défions quotidiennement la violence des frontières et de l'exploitation. C'est dans cette perspective que nous voulons également nous organiser en vue de la grève du 8 mars, qui a déjà été lancée dans différents pays du monde comme moment d'un processus de lutte, de communication et de connexion entre les différentes conditions vécues par les femmes et les subjectivités LGBTQI+, y compris les femmes et subjectivités LBGTQI+ migrantes.

UN APERÇU DE LA SITUATION DES MIGRANTS EN ESPAGNE

ZAKARYA ELBIDANI,
ACTIVISTE DE MAROC

Compte tenu de la domination des entreprises et usines capitalistes étrangères et de leur contrôle sur la plupart des économies des pays du tiers monde, de leur exploitation de la main-d'œuvre bon marché et de leur pillage des biens, la pauvreté et le chômage, la faiblesse des infrastructures, l'analphabétisme et la propagation de maladies traitables deviennent une caractéristique essentielle de la vie des habitants de ces pays. C'est ce qui pousse les fils de ces personnes à quitter leur pays et leur famille, à la recherche d'une vie meilleure dans des pays qui se décrivent comme "développés", "le centre du système capitaliste" : l'Europe, l'Amérique, la Russie et la Chine.

Les dernières statistiques indiquent que le nombre d'arrivées dans les foyers espagnols en 2019 a dépassé 47 millions de personnes, femmes, hommes et enfants compris. Ils sont arrivés par avions, bateaux, camions, secrètement dans des navires et à pied, depuis le Venezuela, la Colombie, l'Afghanistan, l'Afrique du Nord et ils sont passé par la Turquie, la Grèce, la Hongrie, la Croatie et l'Italie, ainsi que depuis Ceuta et Melilla, ou par bateaux depuis la Libye, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, jusqu'en Espagne.

"La migration" est aujourd'hui le rêve de tous ceux dont le pays est incapable de fournir les services sociaux les plus simples. Un rêve qui se brise après avoir mis le pied dans les pays de rêve, des pays qui chantent les droits de l'homme, l'égalité, la justice sociale, l'ouverture et le progressisme, mais en effet, il y a des milliers de migrants sans abri, sans nourriture et sans médicaments. Alors, de quelle justice parlez-vous, Espagne ? Cela se résume aux lois en vigueur : la loi permet d'obtenir des documents de résidence en 3 ans, et exige une promesse de travail pendant un an avec 8 heures par jour, 5 jours par semaine. Elle exige de l'immigrant une somme d'argent qui peut atteindre 10 mille dollars ou plus, ce qui est presque impossible compte tenu de la recherche, de la criminalisation et du harcèlement auxquels les immigrants sont exposés, ainsi que de la manipulation de leur sort dans le jeu politique.

Parler d'égalité à la lumière de cette discrimination et de l'absence de conditions pour une vie décente est une forme d'imagination. La discrimination touche les Espagnols.

Qu'en est-il des expatriés, malgré leurs multiples compétences, vivant une double aliénation, la peur quotidienne du déplacement et des arrestations par les autorités, la haine, le racisme, et les actes haineux qui atteignent les coups, comme cela est arrivé au jeune homme Younis à Murcie ?

L'administration espagnole est consciente du nombre d'expatriés qui se trouvent sur ses terres sans bénéficier du droit de résidence. Elle ferme les yeux dans l'intérêt des employeurs et de l'emploi d'immigrés à bas salaires, l'expatrié n'a d'autre choix face au harcèlement policier et à la menace d'expulsion que d'accepter ces salaires qui ne sont même pas suffisants pour survivre. Sans parler de l'exploitation sexuelle et de la traite des femmes immigrées, à l'intérieur des maisons closes, dans le silence général. L'Espagne connaît les plus de cinq millions d'enfants, dont la plupart vivent dans des centres particuliers, où les conditions d'une vie simple comme l'alimentation et l'éducation ne sont pas réunies. C'est pourquoi la majorité d'entre eux préfèrent vivre dans la rue ou dans des maisons abandonnées plutôt que dans ces centres, qui étouffent un enfant qui aurait besoin de soins et d'attention, plutôt que de racisme et de violence. Une violence qui a atteint le point de tuer, comme ce fut le cas pour l'enfant Elias Al-Tahri.

Les lois arbitraires et racistes que l'Espagne adopte à l'égard des migrants alimentent la colère et la rébellion contre l'autorité et la loi. Les demandes des immigrés ne dépassent pas la bonne santé, l'intégration réelle, la suppression des lois paralysantes et l'obtention de la résidence sans conditions, des demandes légitimes qui réclament une vie décente et une coexistence pacifique.

Cette situation humanitaire vécue par les arrivants en Espagne a toujours poussé des jeunes hommes et des jeunes femmes à descendre dans la rue pour réclamer leur droit légitime à la résidence sans conditions, à la justice sociale et à vivre en paix.

Au cours des cinq dernières années, l'Espagne a connu une vague de colère de la part des immigrants dans la plupart des villes, comme Madrid, Murcie, Andalousie, Valence et Barcelone. Ce mois-ci, le 18 décembre, la ville de Madrid sera le théâtre de manifestations contre la politique du parti de droite au pouvoir, Vox. Après être arrivé au pouvoir, Vox a fait ce qu'il avait promis et a serré la vis. C'est ce qui a poussé des milliers d'expatriés à descendre dans la rue pour réclamer leur droit à une vie décente, à régler leur situation sans conditions et à vivre sans le poids du racisme.

Ces protestations sont nécessaires mais pas suffisantes pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il règle la situation des immigrés, insuffisantes en raison de leur faiblesse organisationnelle, de leur faible sensibilisation et de la peur que le gouvernement inspire aux expatriés. La planète n'appartient pas à un pays ou à une personne en particulier, la planète appartient à tout le monde.

GIANNIS DU COLLECTIF SOLIDARITY WITH MIGRANTS' (ATHÈNES) ET NAGEHAN USKAN, ACTIVISTE À LESBOS

LA GRÈCE

un bouclier de la forteresse Europe avec son propre agenda raciste

L'État grec est depuis longtemps à l'avant-garde des politiques migratoires européennes, souvent en faisant silencieusement le sale boulot que d'autres États, en apparence plus libéraux, évitent de faire. Même si la Grèce n'est pas actuellement l'épicentre du mouvement des migrants vers l'Europe, du moins dans la mesure où elle l'était en 2015-2016, la position raciste de l'État grec et de l'UE continue d'affecter - de manière terrible - la vie de milliers de migrants, directement ou indirectement.

Théoriquement, de moins en moins de personnes ont demandé l'asile en Grèce l'année dernière par rapport aux années précédentes. Il se peut aussi que moins de personnes se soient noyées dans la mer Égée. Mais cela n'a été que le résultat d'une politique encore plus hostile, qu'elle à menacé ou aggravé la vie des migrants encore plus qu'auparavant.

Les frontières entre la Grèce et la Turquie sont devenues un lieu d'extrême violence quotidienne de la part des garde-côtes grecs, de l'armée et de la police grecques, voire de groupes de justiciers locaux, qui repoussent tous les migrants - de la région d'Evros et des îles de la mer Égée - vers la Turquie. Les refoulements, qui sont censés être illégaux au regard du droit international, se produisent littéralement tous les jours en Grèce, et généralement pas seulement aux frontières. Les migrants sont souvent pris dans des zones qu'ils ont atteintes plus loin sur le continent ou sur les îles, et au lieu d'avoir la possibilité de demander l'asile, ils sont battus, se font voler leur argent, leurs objets personnels et leurs téléphones portables, et sont renvoyés de force en Turquie par l'armé ou par les paralimitaires. Il y a également eu des cas de viols commis par ces forces, et des migrants ont été tués alors qu'ils étaient violemment transférés hors du territoire Grèc.A part ça, les frontières de l'UE en Grèce ont été beaucoup plus équipées - militairement et technologiquement - pour empêcher les migrants d'atteindre la Grèce: un mur en béton et des systèmes de sécurité "intelligents" ont été installés, tels que des caméras thermiques, des systèmes d'intelligence artificielle ou des canons sonores sur l'Evros, des clôtures flottantes et des forces accrues des garde-côtes grecs et de Frontex dans la mer Egée.

Au même temps, l'accès à ces lieux est totalement interdit aux organisations de base, aux ONG ou même aux journalistes, afin de s'assurer qu'aucune des atrocités qui s'y déroulent ne puisse être prévenue ou même enregistrée. Un moment clé de cette guerre non déclarée contre les migrants a été la période de février-mars 2020, lorsque des troupes militaires et policières de la Grèce, de Frontex et d'autres États européens se sont déplacées à Evros pour combattre des personnes désarmées et opprimées qui voulaient atteindre l'UE après que Erdogan ait temporairement décidé de les laisser quitter librement la Turquie. Un moment similaire à celui qui s'est produit récemment aux frontières entre la Biélorussie et la Pologne a eu lieu, entraînant au moins trois morts (dont deux par des balles de fusils grecs). Depuis lors, les refoulements, la violence masquée et les violations des droits de l'homme constituent la principale politique frontalière de la Grèce. Par conséquent, la situation mortelle aux frontières entre la Biélorussie et la Pologne est liée aux conditions hostiles aux migrants en Grèce, puisque le chemin vers l'Europe à travers la Grèce est devenu plus difficile que jamais.

L'Evros est un fleuve qui traverse les Balkans, formant en partie les frontières entre la Grèce et la Turquie sur le continent.

Cependant, l'environnement hostile aux migrants en Grèce ne se limite pas à ses frontières. Les politiques anti-migratoires de l'UE, le gouvernement grec clairement raciste de ND (qui s'est appuyé sur la politique malhonnête et également raciste de Syriza), et leurs accords avec la Turquie sur la migration, ont rendu la situation de plus en plus insupportable. De nombreuses personnes attendent depuis des années un rendez-vous pour une demande d'asile ou son issue, des milliers ont vu leur demande d'asile rejetée même si leur vie était absolument menacée dans leur pays d'origine. Aucun conseil juridique n'est accordé, sauf si quelqu'un peut payer beaucoup d'argent à un avocat individuellement (et aussi ne pas tomber dans une arnaque). Pire encore, beaucoup de ceux qui n'ont pas encore eu de rendez-vous pour l'asile ont récemment été convoqués à un autre entretien, portant uniquement sur la Turquie et la possibilité d'y être expulsé, suite à la récente décision du gouvernement de considérer officiellement la Turquie comme un "pays sûr" pour les migrants de la plupart des pays.

Dans le même temps, un nouveau système de camps est en cours de construction dans le pays, encore plus fermé et contrôlé qu'auparavant. Des camps de type carcéral sont construits dans des zones reculées des îles de la mer Égée (déjà utilisés à Samos, Kos et Leros, bientôt prêts à Lesvos et Chios) avec la contribution financière de l'UE, tandis que les camps sur le continent sont également fermés et entourés de clôtures, un projet également financé par l'UE et mis en œuvre par l'État grec et l'OIM.

Les migrants qui vivent dans les camps sont de plus en plus isolés, ils ne peuvent pas accéder aux services sociaux et ne peuvent pas être vus par la société locale. En même temps, le gouvernement grec a récemment repris - du HCR - l'aide financière aux migrants (pour ceux qui y ont droit, ce qui est loin d'être la majorité) et les a laissés depuis lors (depuis plus de deux mois) sans aucune aide pour leurs besoins de base absolus. Quant à l'éducation, seuls quelques enfants des camps en bénéficient, et encore moins vont dans les écoles publiques comme le reste des enfants.

Plus important encore, les migrants sont quasiment exclus des soins de santé, alors que le covid-19 a surtout été une excuse de punition de l'État à leur égard plutôt qu'une raison de leur fournir de l'assistance sanitaire. Il n'y a pas de médecins dans les camps, en plus on voit la négligence ou les retards considérables dans l'arrivée des ambulances en cas d'urgence (qui ont souvent entraîné des décès), l'absence de soutien pour obtenir des médicaments vitaux, l'absence totale d'enregistrement médical pour beaucoup d'entre eux afin de "mériter" un traitement.

En outre, on voit de longues fermetures de camps alors que les gens n'avaient pas le droit de sortir, de lourdes amendes pour les violations de la mesure covid-19 (puisque la police grecque cible les migrants plus que quiconque - à la fois près des camps et dans les villes), d'énormes retards pour leur donner la chance de se faire vacciner, et du coup l'exclusion de nombreux droits.

En ce qui concerne l'accès des migrants au travail, il s'agit d'un débat de longue date, car le travail sans papiers, mal payé ou non payé, dans des conditions difficiles et avec des traitements racistes, est la réalité pour beaucoup depuis longtemps. La situation s'est encore aggravée ces dernières années, tandis que la réponse répressive de l'État à la pandémie, qui s'est principalement traduite par des fermetures, des couvre-feux et une présence policière accrue dans les rues, a rendu encore plus difficile pour les migrants de conserver leur emploi ou d'en trouver un nouveau. Enfin, la difficulté à trouver un emploi est également liée, avec d'autres raisons, à l'incapacité de nombreux migrants, notamment des mères célibataires, à louer un logement, les expulsions - souvent sous le prétexte de "programmes d'intégration" de l'OIM ou des ONG qui "ne font que s'arrêter" - étant de plus en plus fréquentes à Athènes et ailleurs.

Dans l'ensemble, l'expression "droits de l'homme", souvent utilisée par les chefs d'État, les Nations unies et les ONG comme quelque chose qui devrait être considéré comme acquis, a complètement perdu tout sens pour les migrants en Grèce.

Cette situation a également conduit la plupart d'entre eux à souffrir de problèmes mentaux, souvent graves. Une façon d'échapper à cette terrible situation a été pour certains d'essayer de suivre la route des Balkans vers d'autres pays européens afin d'y demander l'asile, ce qui prouve que la politique anti-migratoire de la Grèce est liée aux conditions terribles que beaucoup ont connu dans les forêts des Balkans ou dans des camps de fortune - comme les conditions inhumaines aux frontières de la Bosnie-Croatie dernièrement.

De Moria à Victoria, nous brisons les frontières qui nous séparent.

Bien que tout ce qui précède présente une situation totalement désespérée, nous devons nous référer aux nombreuses luttes - individuelles et collectives - des migrants, souvent avec des groupes de solidarité, qui ont eu lieu sous diverses formes dans tout le pays. Par un mouvement réel en manifestant dans ou hors des camps, en trouvant des moyens d'échapper aux contrôles, en bloquant les expulsions, en construisant des communautés à l'intérieur des camps et des villes, en créant des réseaux de communication et d'information partagée, avec des grèves de la faim et d'autres moyens, les migrants ont lutté quotidiennement pour leurs droits. Un exemple récent est la lutte dans le camp de Ritsona - l'un des trois principaux camps, avec Malakasa et Elaionas, qui sont proches d'Athènes et que nous visitons souvent en tant que groupe politique - qui a conduit à l'acceptation de quelques-unes de leurs demandes.

En tant que solidaires, dans cette guerre continue menée par l'Etat et les patrons, nous choisissons le camp des migrants et des opprimés locaux. Nous voulons établir de nouvelles formes de coexistence, de collaboration et de vivre-ensemble, plus égales et plus libres. Nous pensons que les communautés de tous les opprimés, basées sur leurs besoins communs, seront celles qui combattront ce système misérable, responsable des guerres, de la pauvreté, du racisme, de l'oppression de genre, et créeront une société ouverte à tous, indépendamment de la race, de la nationalité, du genre, de la religion et de l'orientation sexuelle. En même temps, une coordination transnationale entre les différents mouvements sociaux et politiques autour de la migration qui existent dans le monde, est plus que jamais nécessaire. Jusqu'à ce que toutes les frontières et barrières qui nous séparent soient abattues, la solidarité de classe est notre arme !

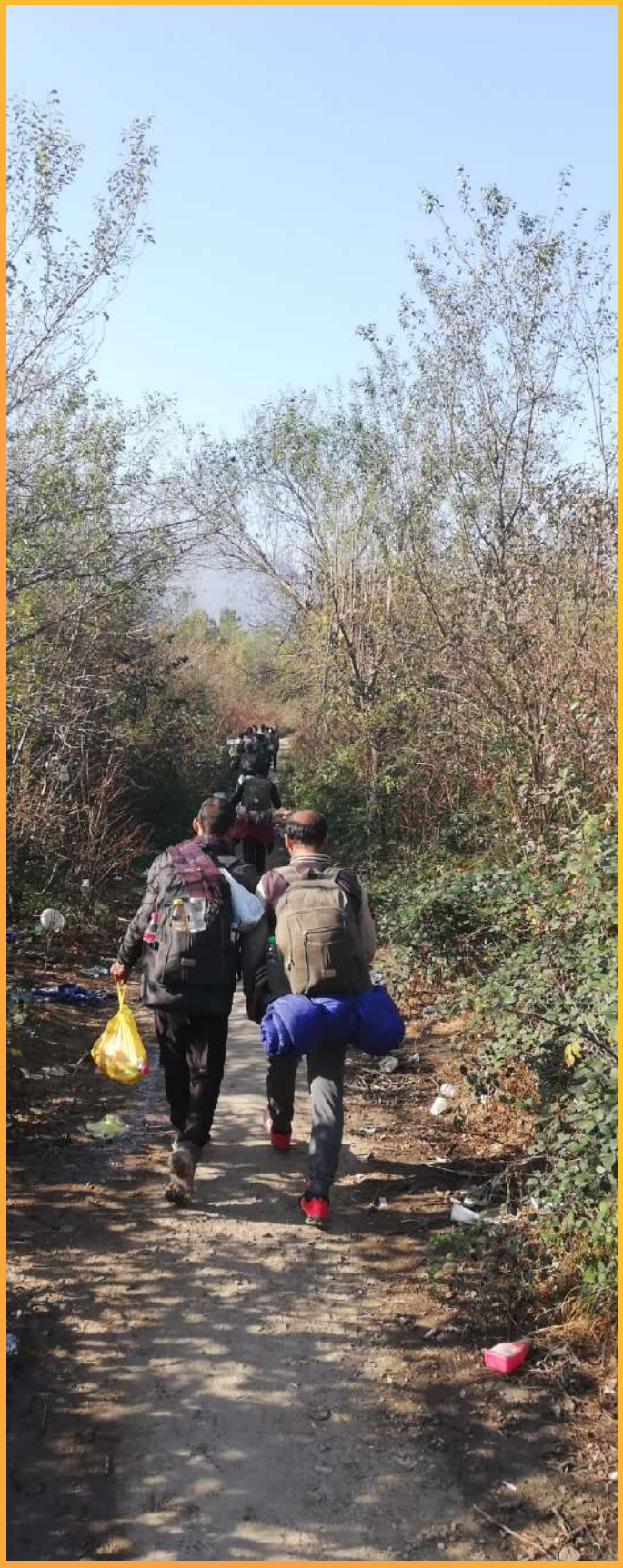
DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA FORTERESSE EUROPÉENNE

NIDZARA AHMETASEVIC, ACTIVISTE DE LA BOSNIE

L'ÉGALITÉ, L'ESPOIR ET BEAUCOUP DE DOULEUR

Lorsqu'à l'hiver 2017/2018, les migrants et les réfugiés ont commencé à arriver en Bosnie-Herzégovine en nombre plus important, le gouvernement n'a montré aucun intérêt. Même si beaucoup de migrants sont entrés dans le pays en novembre 2017, les autorités n'ont pas réagi et n'ont pas informé le public que plus de 100 migrants ont été placées dans le centre d'asile près de Sarajevo, la capitale, tandis que plusieurs centaines d'autres restaient dans différentes parties du pays, à l'abri, dans des mosquées ou des églises, ou dans des logements privés.

La toute première information qui est sortie date de février 2018, et c'était un discours de haine. Le centre Delijaš a été construit avec l'aide de l'UE il y a plusieurs années (2004), et placé dans une zone isolée, sans accès aux infrastructures, sans bus, sans magasins, sans signal internet ou téléphonique. La seule chose que le chef du Bureau des Etrangers avait à dire publiquement lorsqu'il s'est finalement décidé à parler de la présence de migrants, était liée à la bagarre qui s'est produite dans ce centre, où plus de 100 personnes étaient pratiquement détenues. Le fonctionnaire de l'État les a décrites comme des "migrants illégaux", des "criminels" et des "toxicomanes".



La rhétorique est restée la même pendant les trois dernières années, pendant lesquelles près de 90 000 personnes sont entrées dans le pays et plus de 3 300 ont demandé l'asile (moins de 10 ont obtenu le statut de réfugié).

Entre-temps, les personnes qui étaient hébergées dans le centre l'ont quitté, errant dans les rues de Sarajevo dans l'espoir de trouver de l'aide. Et ils l'ont trouvé. Non pas de la part d'une quelconque organisation, qu'il s'agisse d'ONG ou d'organisations internationales s'occupant de migrants, mais de la part de la population locale. Dans tout le pays, les gens se sont mobilisés pour montrer leur solidarité. Des groupes auto-organisés étaient actifs à Sarajevo, Biha, Velika Kladusša, Trebinje, Foča, et ils étaient soutenus par des groupes et des individus dans d'autres villes où il n'y avait pas de migrants. Les gens ont ouvert leurs maisons, accueillant la plupart des familles, tout en fournissant des vêtements, des chaussures, de la nourriture et les premiers soins à des milliers de personnes restées dehors, dans les parcs, les forêts, sous les ponts, les gares, etc. Les migrants étaient partout. Contrairement à l'UE qui était déterminée à empêcher l'ouverture d'une nouvelle route dans les Balkans, le gouvernement est resté indifférent.

[redacted]

Au lieu du gouvernement, l'UE a décidé que son principal partenaire dans la gestion des migrations à travers la Bosnie serait l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui a le pouvoir de prendre de décisions et qui a accès à l'argent des donateurs. Le premier but a été de créer des centres d'hébergement et de faire tout ce qui était possible pour contrôler les groupes auto-organisés en les éloignant des migrants.

À Velika Kladuša et dans les villages alentour, la zone la plus proche de la frontière de l'UE avec la Croatie, les habitants ont été les témoins de la "gestion des migrations" depuis le tout début. En 2018, ils ont trouvé les premières personnes qui ont été repoussées de la frontière de l'UE.

D'abord, ils ont entendu leurs cris dans la nuit. Puis, des personnes battues ont commencé à venir et à frapper à leur porte. Les villageois leur ont offert un peu de confort, un endroit pour dormir, un peu de nourriture et une première assistance. Et ils ont continué à faire cela depuis 3 ans. La plupart d'entre eux rejettent toute forme d'organisation, alors qu'ils agissent plutôt comme de petits groupes auto-organisés, qui collectent de l'aide parmi leurs amis. Pour les migrants, cette approche et l'hospitalité qu'ils rencontrent représentent une sorte de sécurité. Ils font souvent plus confiance aux locaux qu'à quiconque, à savoir les grandes organisations internationales ou les groupes de volontaires qui arrivent en Bosnie du monde entier depuis 2018. Ces groupes de volontaires ne coopèrent généralement pas avec la population locale, ou, s'ils le font, c'est de manière très limitée et strictement contrôlée. Ils fonctionnent comme des groupes indépendants, et de nombreux solidaires locaux restent sceptiques quant à leur façon de travailler ou à leur compréhension de la situation.

ILS FONT SOUVENT PLUS CONFIANCE AUX LOCAUX QU'À QUICONQUE, À SAVOIR LES GRANDES ORGANISATIONS INTERNATIONALES OU LES GROUPES DE VOLONTAIRES

Comme en 2018, aussi cet hiver, 2021/2022, de nombreux migrants et réfugiés en Bosnie, passeront leur temps en dehors des hébergements officiels gérés par l'OIM. Lorsqu'on leur demande pourquoi, la plupart d'entre eux répondent "pour avoir plus de liberté". Les camps existants imposent des restrictions aux libertés fondamentales, y compris la circulation, et sont souvent des lieux très violents.

Néanmoins, dans la plupart des cas, ces actes de solidarité ne sont pas accompagnés d'actions politiques fortes. Les habitants restent aux côtés des réfugiés et des migrants lorsqu'ils organisent des manifestations, et dénoncent publiquement toutes les tentatives de pression de la police ou de l'OIM, mais ils n'ont jamais essayé de s'organiser politiquement, même s'ils coopèrent dans tout le pays. L'une des raisons est que l'activisme en Bosnie, dans les années d'après-guerre, a été repoussé par les donateurs internationaux qui ont imposé une ONGisation strictement contrôlée de la société civile. Alors que dans les années qui ont suivi immédiatement la guerre (de 1996 à 2010), une part importante de l'argent des donateurs était investie dans les organisations de défense des droits de l'homme, au cours de la dernière décennie, cet argent a été perdu et dirigé vers les organisations travaillant avec l'UE, sur des questions de sécurité ou des droits des LGBT.

Tout le reste a été mis de côté, ce qui a conduit à une situation dans laquelle la Bosnie n'a pas de vraies organisations de défense des droits de l'homme ni d'aide juridique gratuite. En absence d'un tel soutien de la part des ONG, les groupes auto-organisés ne s'engagent souvent pas dans des actions de type politique, conscients que les conséquences pourraient être sévères et qu'il n'y a personne pour les aider.

Le fait que de nombreuses personnes de Bosnie étaient, sont ou vont bientôt devenir des migrants, quittant le pays en raison de conditions de vie très difficiles (cette année plus de 85.000 personnes ont fui la Bosnie), constitue un lien fort entre les migrants qui transitent par la Bosnie et les locaux.

CE LIEN POURRAIT DONNER LIEU À UN NOUVEAU TYPE D'ORGANISATION ET D'ACTION COMMUNE. POUR L'INSTANT, ILS SONT ÉGAUX, S'OPPOSANT AU CONCEPT DE FRONTIÈRES FERMÉES, ESPÉRANT UN CHANGEMENT À VENIR.

HDP AND HDK MIGRATION

L'ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION SUR LA MIGRATION ET LES RÉFUGIÉS DE HDP ET HDK

AND REFUGEES COMMISSION ASSEMBLY

LA GUERRE CIVILE SYRIENNE

se déroule avec des acteurs différents depuis 2011. Cette guerre a augmenté le nombre des personnes déplacées dans le monde, en particulier environ 5.6 millions de Syriens ont été déplacés pendant ce conflit. A cause de la dégradation de la sécurité et des conditions humanitaires en Syrie, un grand nombre de Syriens ont migré vers différents pays pour trouver un endroit plus sûr. La Turquie est l'un des pays les plus touchés par la crise des réfugiés syriens. Le fait que la Turquie soit une porte d'entrée vers l'Europe et sa politique d'ouverture ont entraîné une forte immigration vers ce pays. Historiquement, la Turquie est devenue le dernier arrêt dans la route vers les pays de l'UE.

Cette situation a poussé les services de sécurité des frontières des pays voisins à prendre des précautions. Le résultat le plus important de l'augmentation et de l'expansion de la 'sécurité' des frontières est que les réfugiés risquent leur vie à chaque fois. Cependant, le passage des frontières lui-même nécessite de plus en plus un réseau international, et le passage des frontières devient un « service » qui se vend chaque jour plus cher. Par conséquent, ce flux de migrants en provenance d'Iran, du Pakistan, d'Afghanistan, de pays africains ou de bien d'autres endroits, affecte toujours la Turquie dans tous les sens du terme. D'ailleurs, la Turquie est un des pays où les migrants subissent le plus de violations des droits de l'homme. Les attaques de la police des frontières de l'Union européenne contre les immigrés qui veulent y entrer, les immigrés forcés de travailler dans des conditions qui ne respectent pas la dignité humaine en Turquie, et les immigrés forcés de rentrer dans le pays où ils continuent de courir des dangers mortels peuvent être cités comme exemples.

Les politiques de réfugiés des États ne sont pas déterminées sur des bases scientifiques et humanitaires, mais en fonction des intérêts nationaux du pays et des profits personnels de la bourgeoisie. En effet, le problème fondamental ne sont pas les réfugiés en soi, mais plutôt les politiques de guerre destructrices qui ont été adoptées par les pays d'accueil. De cette façon, l'essence principale des États-nations est de maximiser leur propre taux de profit et de protéger leurs intérêts nationaux.

Les réfugiés sont considérés par la bourgeoisie comme une main-d'œuvre à bon marché et disponible. En fait, prôner l'exploitation de la main-d'œuvre réfugiée signifie indirectement l'exploitation de son propre peuple. Il s'agit en fait d'un crime contre l'humanité. Par conséquent, le fait que les États-nations et le capital font l'objet de politiques de guerre est l'une des raisons fondamentales du problème actuel des réfugiés. Après la guerre civile en Syrie, le problème des réfugiés est entré dans l'agenda des États européens et les a amenés à prendre des précautions strictes. Ainsi, l'Europe a développé un outil appelé « Pacte UE-Turquie », qui est un accord non-écrit et non-officiel entre deux parties visant à éloigner les réfugiés de leurs pays en fournissant des flux financiers à la Turquie. D'un autre côté, la Turquie utilise depuis longtemps les réfugiés comme un levier pour créer un moyen de pression en politique intérieure et avidité du profit. Les fonctionnaires turcs n'ont cessé de déclarer que « nous ouvrirons les portes », révélant ainsi que les réfugiés ne sont rien d'autre qu'un atout pour leur politique en réponse des décisions prises par le Parlement européen contre la Turquie. De la même façon, la politique des « portes ouvertes » menée par le gouvernement turc au cours de l'hiver 2020 a conduit à l'accumulation de milliers de réfugiés à la frontière grecque de la Turquie.

En conséquence, les réfugiés ont été exposés à de graves violations des droits de l'homme par la Grèce et la Turquie.

A ce moment, il y a plus de six millions de réfugiés et des migrants en Turquie. La population de réfugiés et des migrants est toujours confrontée à de nombreux problèmes d'accès aux droits et aux nécessités primaires tels que l'éducation, la santé, le logement, la nutrition, la protection contre la violence et la discrimination, un revenu suffisant pour vivre humainement et l'accès à la justice, ce qui révèle un risque sérieux pour les droits de l'homme. Par exemple, près de la moitié des réfugiés sont des femmes. Les femmes migrantes qui ont dû quitter leur lieu de résidence en raison de la guerre, de la violence et de la pauvreté sont confrontées à l'aggravation des traumatismes psychologiques, à l'augmentation de la discrimination et de la violence à leur égard, où qu'elles aillent. Dans ce sens, des centres d'aide multilingues devraient être établis où les femmes réfugiées peuvent demander ce dont elles ont besoin, et des services sociaux devraient être organisés en fonction des besoins des femmes et des enfants réfugiés. Selon les lois et les réserves de la Turquie dans les accords internationaux, les réfugiés qui migrent de la Syrie vers la Turquie ne peuvent pas avoir le droit à la protection internationale en Turquie. La Turquie accorde aux réfugiés venus de l'Afghanistan, de l'Iran et d'autres pays arabes le statut de « protection temporaire », qui définit un statut que nous pouvons appeler la zone grise en dehors des normes internationales.

Selon les déterminations de l'Association des droits de l'homme de Turquie, même si les réfugiés reçoivent un statut légal, ils hésitent à s'adresser aux autorités judiciaires pour dénoncer les injustices qu'ils subissent, et ils hésitent même à faire valoir leurs droits par crainte d'être expulsés. Par exemple, les réfugiés LGBTI entrent dans la catégorie des « groupes vulnérables » au sens des Nations unies. Cependant, les plaintes pénales déposées par les LGBTI auprès de la police au sujet de la violence qu'ils voient dans la rue ne sont généralement pas prises en considération aux commissariats de police en Turquie et ces personnes doivent donc retirer leurs plaintes. Ils sont menacés d'expulsion par les autorités, bien qu'ils soient confrontés à de nombreuses violations difficiles, comme le non-respect des exigences en matière de santé et les détentions de longue durée. En outre, les enfants sont les plus touchés par les difficultés rencontrées par les réfugiés en Turquie. Ils ne sont pas bien nourris et grandissent dans un environnement d'isolement social. Ils ne peuvent pas recevoir de traitement approprié lorsqu'ils tombent malades, ils sont contraints de travailler de manière informelle, ils sont victimes d'abus sexuels.

Des mécanismes de protection doivent être prévus. Pour ces nombreuses raisons, la plupart de ces abus qu'ils subissent ne sont pas enregistrées et restent cachées.

La politique de guerre menée par la Turquie dans le nord du Kurdistan irakien et le nord de la Syrie, connu sous le nom de Rojava, entraîne une crise des réfugiés "indésirables" partout ils vont. En raison de ces politiques inhumaines, les personnes vivant dans ces régions tentent de fuir pour une vie meilleure en Europe, ce qui entraîne des conditions tragiques inattendues. Ainsi, les personnes déplacées de ces régions sont confrontées à la faim et à la violence à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Piégés à la frontière biélorusse-polonaise depuis juillet 2021, les réfugiés sont confrontés à la faim et au froid avec l'arrivée de l'hiver. Les médias ont déjà déclaré que 10 migrants sont morts de froid et de faim. Dans le cadre de l'accord UE-Turquie, FRONTEX et les forces armées mènent des activités contre les droits de l'homme pour empêcher le flux migratoire le long des frontières de l'Union européenne et de la Turquie, ainsi que le long de la mer Égée. A titre d'exemple de ces violations des droits de l'homme, les pratiques délibérées de refoulement des bateaux des migrants misent en place par les forces frontalières européennes en mer Egée et la mise en danger de la vie de centaines de migrants qui en résulte.

Afin de mettre fin aux tragédies humaines en mer Égée et en Biélorussie, les États européens et la Turquie doivent cesser d'utiliser les réfugiés comme un outil politique. Nous affirmons avec force que la résolution des conflits doit être entamée dans les régions qui se sont transformées en lieux de conflits armés et de guerre civile, notamment au Moyen-Orient, et qu'une politique pacifique doit être suivie pour stabiliser ces régions et mettre fin aux conditions qui poussent les gens à quitter leur pays. Nous appelons les États de l'UE, la Turquie et les pays concernés à agir dans le respect des droits humains des réfugiés et exigeons la fin immédiate de cette tragédie. Comme nous le savons, le mur construit entre le Rojava et la Turquie s'élève aujourd'hui à la frontière entre l'Amérique et le Mexique. Les migrants qui fuient la guerre en allant à la frontière entre la Grèce et la Pologne sont battus à coups de matraques par les policiers. Les réfugiés continueront d'exister tant que les politiques de guerre qui ont créé les réfugiés ne disparaîtront pas. Le problème ne peut être résolu qu'en se dressant contre ces politiques de guerre.

La Coordination Transantionale des Migrant.e.s engages migrant.e.s, réfugiés, demandeurs d'asile, collectifs et groupes de la France, de l'Italie, de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Slovénie, de la Macédoine, de la Grèce, de la Turquie, du Maroc et du Liban. Il est temps de reprendre en main la vie des migrant.e.s!

email: transmigrcoordination@gmail.com
Facebook: TRANSNATIONAL MIGRANTS COORDINATION
Website: www.transnational-strike.info

PHOTO CREDITS

cover: Rosa Lacavalla
p2 Stella Chirdo
p5 Rosa Lacavalla
p6 Petros Giannakouris
p15 Coordinamento Migranti Bologna
p16 Antonella Patrone, DagonStudio
p18 Antonella Patrone, DagonStudio
p19 S. Palacio
p22 Erdem Sahin
p23 Mstyslav Chernov
p29 Antonio Bronic
p34 Michael Svarnias